

Merci à lapulga

Membre du site [www.devenez-fonctionnaire.fr](http://www.devenez-fonctionnaire.fr)

Merci pour le partage et pour les futurs candidats

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel <sup>(1)</sup>

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Agent administratif des finances publiques

Épreuve n° : 2

Matière : Geo pratique

Date : 04/10/2016

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20  
17,25

### III. Rédaction

Au cours du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, de nombreuses associations mutuelles et coopératives se sont développées, s'inscrivant dans un courant intellectuel et social à la recherche d'une plus grande équité dans l'économie et d'alternatives au capitalisme. Si les anciens modèles économiques tels que l'économie collaborative semblent s'effacer,

un autre modèle, l'économie sociale et solidaire semble connaître un certain succès, en ce sens qu'elle représente une véritable force porteuse de changements et d'innovation. Ce modèle est-il efficace et répond-il au problème rencontré par la société française (I) et qu'elles sont les perspectives d'avenir de cette nouvelle forme d'économie (II) ?

#### I. L'ESS face aux problématiques rencontrées par la société française

La société française est en proie à l'individualisation où règne la loi du plus riche et cela se traduit également au sein des entreprises où les bénéfices ne sont pas partagés équitablement entre salariés. L'ESS est un modèle économique qui est centré sur l'intérêt général, à travers une organisation démocratique et une éthique de la répartition des revenus de l'activité. En effet, ce modèle économique, prône le partage entre salariés. Ce modèle ne fait aucune discrimination entre les usagers mais au contraire s'intéresse plus spécifiquement aux usagers les plus empêchés dans l'accès à ces services (petite enfance, personnes âgées et handicapées).

Ce modèle place l'être humain au centre de l'économie et lui donne une place centrale que les autres modèles ne lui donnent pas, privilégiant l'aspect financier. En effet, l'ESS

ne constant avec des salaires coexistants ou sociétaires qui ont chacun la même voix, et ne génère que très peu de capitaux qui sont pris par tous qu'ils soient investissables ou non spéculatif.

L'ESS s'efforce d'apporter des solutions, et de satisfaire les nouveaux besoins de la société, en offrant notamment par exemple des services à domicile pour ceux qui ont besoin une réponse à l'évolution démographique de la société démographique afin que les personnes âgées puissent vieillir plus longtemps chez elle. elle répond également aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux, en effet, les SCOP font partie d'un secteur celui de l'ESS dont les entreprises recherchent une finalité sociale, éducative, environnementale dans leur activité, mais ce modèle nouveau peut durer longtemps.

## II les perspectives d'avenir de cette nouvelle forme d'économie

Le modèle économique, de part ses objectifs et ambitions attirent de plus en plus de personnes. en effet un diplôme de grandes écoles ou deux années travaillant dans l'ESS et près de 25% d'entre eux envisagent même de créer leur propre entreprise.

Depuis sa création, par la loi du 17 juillet 2001, ce n'est qu'en 2012 que les SCIC connaissent une montée en puissance. C 525 SCIC en France pour 3000 salariés. Ce modèle est le seul statut qui permet la convergence des intérêts privés vers un intérêt collectif afin que tout le monde y gagne.

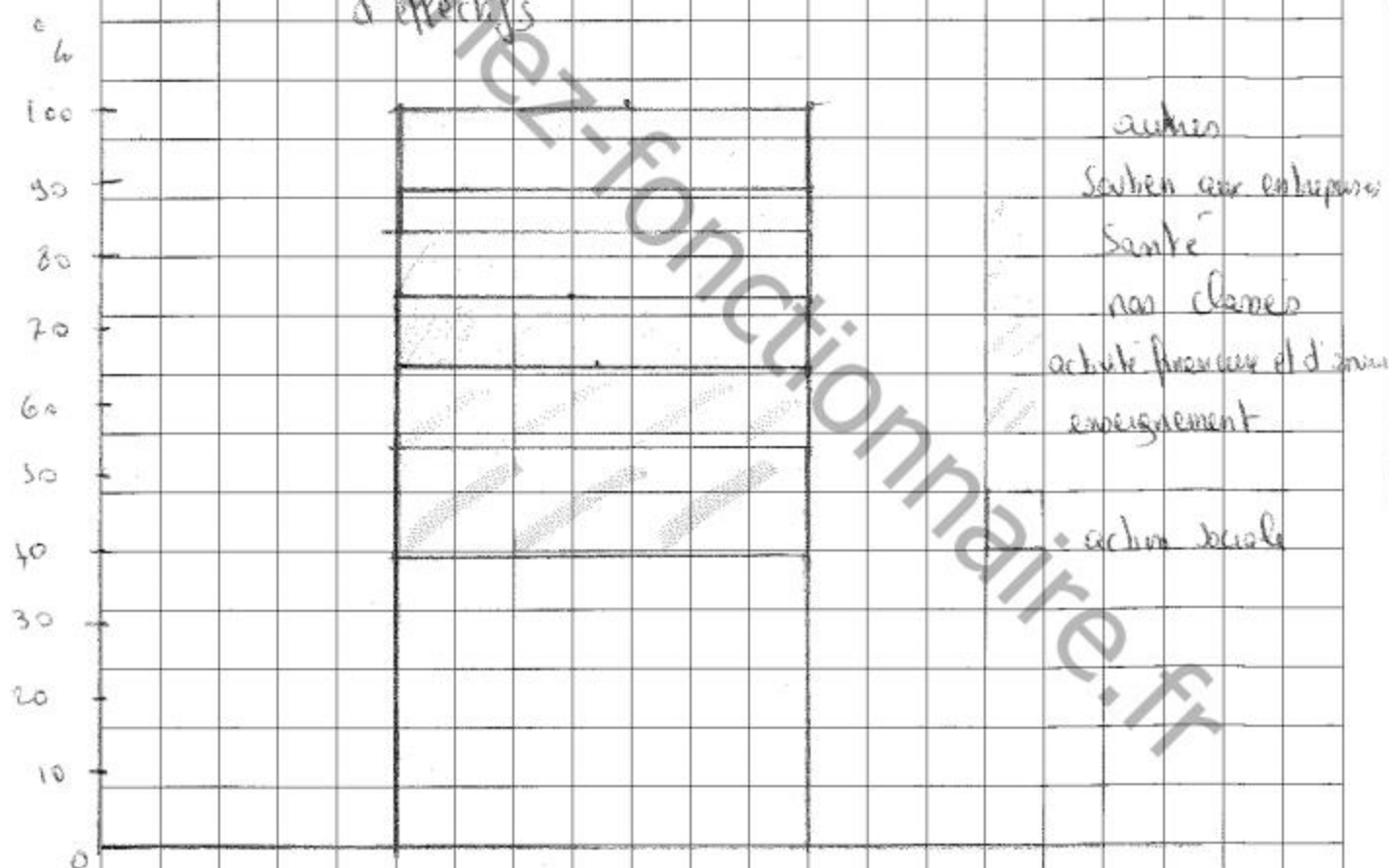
De nombreux décret, arrêtés et circulaires viennent renforcer l'attractivité de l'ESS en leur accordant des préférences avec entre les acteurs de la vie économique et les collectivités territoriales, en leur accordant des subventions car elle est génératrice d'une dynamique économique. même si ce modèle doit faire face à des défis à relever, tels que la création d'emploi, réponse d'entreprise par les employés.



pour conclure, on peut dire que l'ESS se soucie de la réalité des problèmes de la société française et tend à offrir des solutions adéquates en favorisant l'intérêt général et en remettant l'humain au centre de l'économie. Bien que novatrice et pleine d'espoir, ce modèle économique fait face à de nombreux défis à relever pour les années à venir, tel que la création d'emploi, la reprise des entreprises par les salariés, ne plus dépendre de l'aide financière des collectivités administratives et collectives publiques. Donc restera-t-il à ces nombreux défis ? Seul le temps nous le dira.

II

Part des secteurs d'activité de l'ESS en termes d'effectifs



cm	1	3,94	1,47	1,1	0,96	0,74	0,55	1,24
%	10	39,4	14,7	11	9,6	7,4	5,5	12,4

2)  $86,7\%$  et  $35,3\%$

1) les micro établissements représentent  $86,7\%$  des établissements du privé hors ESS

2) les salariés des petits établissements représentent  $35,3\%$  des salariés de l'ESS

3) monte salariale

en 2013 la part de l'ESS de le PJB =  $6\%$ , soit 100 milliard d'euros de valeur ajoutée

en 2015 la part s'élève à 106

on effectue ici un produit en croix

si  $6\%$  = 100 milliard

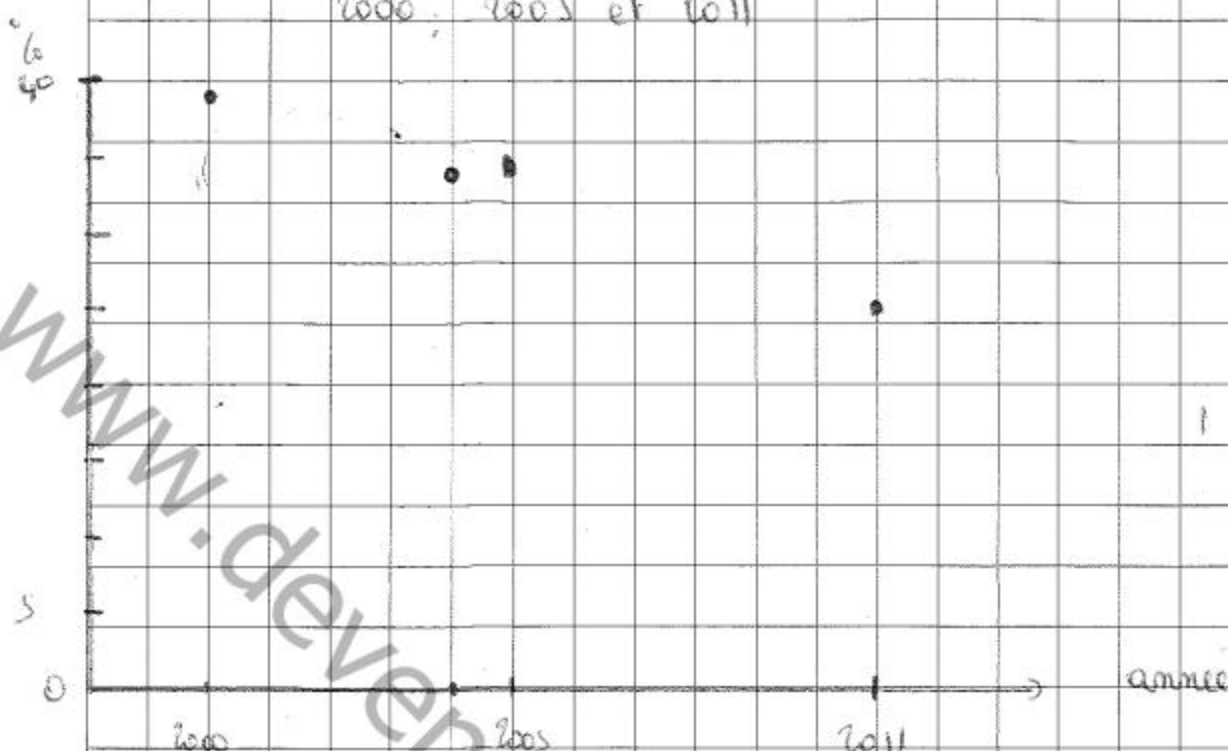
alors  $10\%$  =

$$\frac{10 \times 100}{6} = 166,7 \text{ milliards}$$

cette part représente environ 166,7 milliard d'euros de valeur ajoutée

4) subventions publiques

la part des subventions publiques dans les budgets des associations employées par les années 2000, 2005 et 2011



cm	1	7,8	6,8	5
%	5	39	34	25

I)

1) l'économie collaborative est basée sur la production de biens et de service en commun s'appuyant sur une organisation horizontale alors que l'ESS est centrée sur l'intérêt général, à travers une organisation démocratique et une éthique de la répartition des revenus de l'activité. une autre différence, l'économie collaborative et l'ESS se distingue dans les finalités, en effet l'EC permet de produire des services à plusieurs, mais ne deviennent pas une propriété collective, alors que pour l'ESS, les biens et les services produits ne servent pas qu'une catégorie d'utilisateurs mais tous. une autre différence, concerne la structure, pour l'EC, elle repose sur une structure très pyramidale, alors que l'ESS

repose sur une structure démocratique. Au point de vue du capital, l'EC peut générer des concentrations très fortes, alors que l'ESS ne génère que très peu de capitaux.

2) utilité sociale. C'est une notion qui désigne une chose qui est faite dans l'intérêt du peuple, de la société, qui répondent aux besoins d'un grand nombre, une chose d'intérêt générale, qui sert à la communauté à laquelle elle s'adresse, l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers.

4) l'Etat est impliqué dans le développement de l'ESS en faisant en sorte de favoriser ce modèle économique, en subventionnant les entreprises de ce modèle économique elle favorise les partenariats entre les différents acteurs de la vie économique et les collectivités territoriales elle leur offre une certaine protection juridique et économique en légiférant, par lois, décrets, arrêtés et circulaires elle favorise également la création d'emploi dans ces secteurs.

3) la part des subventions publiques apportées aux entreprises de l'ESS est passée de 36% en 2008 à 25% en 2011.